Le syndicat de biologiste BIOPRAT dénonce les dangers en matière de santé publique induits par la perte de compétences médicales au sein des laboratoires d'analyses, situation engendrée par la vente de la biologie médicale aux groupes financiers actée par la réforme votée en mai 2013.

Des laboratoires sans moyens techniques et parfois même sans biologistes, incapables de faire face à leur mission sanitaire et ne pouvant réaliser la moindre analyse sur place, voilà à quoi conduit la récente réforme de la biologie médicale, au risque de faire courir aux patients un danger mortel dans le cadre des situations urgentes.

Ces laboratoires post réforme sont une tromperie pour le patient puisqu'il ne s'agit en réalité que de centres de prélèvement d'où les échantillons partent vers des usines à analyses souvent très éloignées.

On peut dès lors s'interroger à la fois sur les conditions de conservation et de transport de ces échantillons, acheminés par de simples livreurs, perdus dans les embouteillages, et sur la fiabilité des résultats d'analyses effectuées dans pareilles conditions.

Le syndicat BIOPRAT dénonce le manque d'information, voire le silence qui règne autour de ces dangers, mal dissimulés par les groupes financiers derrière les normes industrielles de leurs usines à analyses.

Le syndicat BIOPART dénonce une réforme où l'abus des normes sert à la fois d'alibi et d'outil pour pousser les biologistes à vendre, pour laisser la place à des laboratoires vidés de leurs ressources techniques et humaines, constituant un véritable danger sanitaire.

Il rappelle par ailleurs que la biologie n'a jamais provoqué le moindre accident sanitaire grave et que rien ne justifiait un tel bouleversement.

Le syndicat BIOPRAT interpelle donc décideurs politiques, patients et prescripteurs sur une situation inacceptable en termes de santé publique et demande de toute urgence une réécriture de la réforme de la biologie dans le sens du respect de l'intérêt général plutôt que du profit de quelques groupes financiers.